



PLF 2013 : LES FONCTIONNAIRES TOUJOURS « VARIABLES D'AJUSTEMENT »

Le gouvernement a beau jeu de claironner qu'il ne baisse pas le nombre global de fonctionnaires en mettant fin au non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, il n'empêchera pas chaque fonctionnaire de constater que les effectifs diminuent une fois de plus dans la grande majorité des services de l'Etat.

Au total 12643 ETP sont supprimés dans les missions « dites » non prioritaires de tous les Ministères. Les plus touchés sont La Défense (- 7162 ETP), l'Économie et les Finances (- 2353) et l'Écologie et l'Aménagement du Territoire (- 1276).

Certains ministères, comme le Ministère de l'Intérieur, défini comme « prioritaire », contribue aussi à ces « obligations de réduction » (- 629 ETP dans les services administratifs) pour seulement 480 recrutements de policiers (+ 288) et gendarmes (+192).

Pour la FGF-FO, après 5 ans de RGPP et la suppression de plus de 150 000 postes de fonctionnaires, ce n'est pas par un redéploiement des effectifs, qui par voie de conséquence affaiblira certaines missions, que l'État améliorera la qualité du service public, ni remotivera ses fonctionnaires.

A cela s'ajoutent le gel des crédits catégoriels (promotions, régimes indemnitaires...) ainsi que celui des dépenses de fonctionnements dans tous les ministères, et un risque de plus en plus fort d'un gel supplémentaire du point d'indice pour 2013.

Enfin, nous sommes extrêmement inquiets sur le futur acte III de décentralisation qui veut transformer notre République une et indivisible en un État fédéral préfigurant une Europe des régions.

Pour la FGF-FO, il ne faut pas traiter les pièces du puzzle de manière dissociée. Le gouvernement suit sans état d'âme les orientations du précédent. On le constate avec la non remise en cause de la RGPP et de ces 311 mesures non finalisées. La vigilance s'impose sur ce qui n'a pas encore été appliqué !

Rappelons-nous le rapport Silicani dit « livre blanc » sur la Fonction Publique.

On constate que la partie non mise en œuvre est celle consistant à ne conserver des fonctionnaires sous statut que pour les missions dites régaliennes, les autres pouvant être sous contrat. Quel est l'objectif poursuivi ? et , pour quel résultat à l'arrivée ?

Pour la FGF-FO, l'ensemble des décisions prises par le gouvernement suivent cette orientation. En ne renforçant que les ministères dits « régaliens » au détriment des autres, en préparant la décentralisation notamment des missions effectuées par les directions régionales et départementales de l'Etat, et en voulant développer la CDIisation au détriment de la titularisation, il y a un vrai risque de voir émerger deux types de fonctionnaires à l'avenir :

- **Les fonctionnaires aux missions régaliennes sous statut**
- **Les autres agents publics sous contrat de droit public dans un 1^{er} temps, et qui sait, de droit privé ensuite.**

Le gouvernement ne poursuit qu'un seul objectif, la « diminution de la dépense publique ». Ces économies ne seront pas sans conséquence sur le recrutement, la formation dans la Fonction Publique, voire les pensions des fonctionnaires.

Scénario catastrophe ?... ou tout simplement la dernière pierre à poser pour finaliser le livre blanc sur la fonction publique.

C'est pourquoi, dans ce contexte, fidèle à notre indépendance, nous devons réaffirmer nos revendications et nous faire entendre par tous les moyens notamment pour :

- **Défendre le statut général et les statuts particuliers, en commençant par obtenir l'abrogation du jour de carence,**
- **Défendre le service public républicain et combattre tout acte supplémentaire de décentralisation,**
- **Améliorer notre pouvoir d'achat, en priorité, par l'augmentation de la valeur du point d'indice,**
- **Améliorer le déroulement de carrière de tous les agents en commençant par l'abrogation immédiate du contingentement du dernier échelon de la catégorie C et la refonte des grilles indiciaires des catégories C, B et A.**

PARIS, le 8 octobre 2012

**SERVICE
PUBLIC**
JE-NOUS-TOUS AVEC FO!